

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 14 AVRIL 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 25/202</b>  <b>CONVENTION TRIPARTITE D'IMMERSION PROFESSIONNELLE DANS LE CADRE D'UNE PERIODE DE PREPARATION AU RECLASSEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 25/202**

**BUREAU DU 14 AVRIL 2025**

**O B J E T : CONVENTION            TRIPARTITE            D'IMMERSION  
PROFESSIONNELLE    DANS    LE    CADRE   D'UNE  
PERIODE DE PREPARATION AU RECLASSEMENT -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L826-2,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions modifié par le décret n° 2019-172 du 5 mars 2019 instituant une période de préparation au reclassement au profit des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,

**VU** le décret n° 84-1051 du 30 novembre 1984 modifié relatif au reclassement des fonctionnaires de l'État reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'accord de la Préfecture de la zone de défense et de sécurité Est, relative à la période d'immersion dans le cadre de la Période de Préparation au Reclassement d'un agent de la Direction Interdépartementale de la police nationale de la Marne,

**VU** le projet de convention joint à la présente décision,

**CONSIDERANT** que la Période de Préparation au Reclassement (PPR) est un droit créé pour les fonctionnaires titulaires reconnus inaptes à l'exercice de l'ensemble des fonctions de leur grade, du fait de leur état de santé,

**CONSIDERANT** que cette période transitoire d'une durée maximale d'un an doit aider l'agent à se préparer et se qualifier en vue d'un reclassement statutaire dans un nouveau grade et sur un emploi compatible avec son état de santé, s'il y a lieu en dehors de son administration d'origine, voire dans une autre Fonction Publique,

**CONSIDERANT** que cette période transitoire doit permettre à la Métropole de répondre à ses obligations en termes de santé, de conditions de travail et à son obligation de moyens qui consiste à rechercher un emploi de reclassement pour l'agent,

**CONSIDERANT** que le contenu et les modalités concrètes de déroulement de la PPR sont formalisés dans une convention tripartite, signée par l'agent bénéficiaire, l'administration d'origine et la Métropole, précisant les engagements de chaque partie et les actions concrètes pour y parvenir,

**CONSIDERANT** que cette convention peut être adaptée à chaque situation individuelle,

**CONSIDERANT** que des avenants à la convention peuvent être pris pour adapter la période d'immersion au sein de la Métropole ou pour ajouter une formation non prévue initialement,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'autoriser le Président à signer une convention permettant d'accueillir un agent issu de la fonction publique d'Etat, et de lui proposer une immersion au sein des services de la Métropole dans les conditions définies dans la présente convention.

Et après en avoir délibéré,

# D E C I D E

## ARTICLE 1

**D'APPROUVER** les termes de la présente convention.

## ARTICLE 2

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer la convention portant mise en œuvre de la PPR avec l'agent bénéficiaire et son administration d'origine.

## ARTICLE 3

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision, ou avenant le cas échéant.

## ARTICLE 4

**DE DIRE** que les éventuelles dépenses afférentes à la présente décision sont inscrites au Budget principal 2025 de la Métropole et suivants, comptes de charges de formation (chapitre 011- article 6184).

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR 14  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0



Direction des ressources humaines  
Affaire suivie par : Gregory ANDRIEUX  
Tél: 03 87 16 11 03  
Mél: [gregory.andrieux@interieur.gouv.fr](mailto:gregory.andrieux@interieur.gouv.fr)

METZ, le

## **Convention tripartite d'immersion professionnelle**

Entre les soussignés :

- La préfète déléguée pour la défense et la sécurité représentée par Madame Virginie MARTINEZ, secrétaire générale adjointe du SGAMI Est, ci-après dénommée « l'employeur d'origine » ;
- Madame Stéphanie JOUSSAUD GRAVELLE, Brigadière-chef de classe normale affectée à la direction interdépartementale de la police nationale de la Marne au sein de la circonscription de la police nationale de Dijon, ci-après dénommée « l'agente » ;
- Monsieur Jean-Pierre GIRAN, président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour « l'administration d'accueil » ;

Vu le code général de la fonction publique (CGFP), notamment les articles L321-1 et L826-1 à L826-6 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la fonction publique, notamment l'article 10 ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 84-1051 du 30 novembre 1984 modifié pris pour l'application de l'article 63 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, en vue de faciliter le reclassement des fonctionnaires de l'État reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;

Vu le décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires au sein du service des affaires médicales de la Métropole Toulon ;

Vu l'arrêté n° U10995931016960, en date du 25 février 2025, portant placement de la fonctionnaire en période de préparation au reclassement à compter du 02 mars 2025 pour une période d'un an ;

Il est convenu ce qui suit :

### **ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'un stage d'immersion professionnelle de l'agente, pendant sa période de préparation au reclassement (PPR) sur un poste de gestionnaire des affaires médicales au sein du service des affaires médicales de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Dans ce cadre, l'agente est mise à disposition de l'administration d'accueil pour une période d'immersion **du 1 mai 2025 au 31 octobre 2025 inclus**.



La présente convention a pour objet de préparer l'agente au reclassement dans un emploi d'une autre filière métier, compatible avec son état de santé.

## **ARTICLE DEUX – NATURE DES ACTIVITÉS ET LOCALISATION**

L'agente se présentera à la l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, à Toulon le 2 mai 2025.

Elle sera chargée, entre autres, sous la responsabilité du chef de service des affaires médicales, de l'instruction, du suivi et de la coordination des dossiers relatifs aux congés pour raison de santé (congé de longue maladie, de longue durée, de grave maladie, disponibilité d'office, invalidité temporaire imputable au service, maladie professionnelle) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Elle assurera l'interface avec les différents acteurs concernés : Médecine de prévention, service prévention des risques, instances médicales, services RH (carrière, paie, effectifs, emploi, compétences), l'assureur statutaire et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Elle élaborera les tableaux de bord et des outils de suivi pour faciliter la gestion des échéances et l'aide à la décision. Elle informera et conseillera les agents ainsi que les directions sur les procédures en matière d'affaires médicales, et coordonnera les modalités de reprise après arrêt maladie (temps partiel thérapeutique, aménagement de poste, repositionnement, reclassement, mise en demeure de reprise, retraite pour invalidité). Elle assurera également le suivi financier des dossiers (demandes de remboursement auprès de l'assureur, paiement des expertises) et instruira les demandes d'allocation temporaire d'invalidité auprès de la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL).

Ces missions, relevant du cadre d'emploi des secrétaires administratifs, sont détaillées dans la fiche de poste annexée à la présente convention.

L'agente sera placée sous l'autorité directe de Monsieur Christophe LIAUZUN, attaché territorial, chef du service des affaires médicales.

Pendant sa PPR, y compris pendant son stage d'immersion, l'agente bénéficie :

- de stages de formation disponibles sur la plateforme SAFIRE (après inscription sur la plateforme et sous réserve d'être retenu par le service organisateur – modalités à définir avec le service d'origine qui validera les demandes) ;
- d'un tutorat au sein de l'administration d'accueil ;
- d'éventuelles formations dispensées par l'administration d'accueil.

Monsieur Christophe LIAUZUN, chef du service des affaires médicales, assurera le tutorat de Mme JOUSSAUD GRAVELLE durant la période d'immersion professionnelle.

Ses missions seront :

- d'accueillir et d'intégrer l'agente dans son service ;
- de l'accompagner dans l'acquisition des compétences précitées ;
- de définir les actions prioritaires de formation (stages) à mettre en œuvre ;
- d'attribuer au quotidien les tâches à accomplir et de les contrôler ;
- de participer à l'évaluation des résultats et de la progression de l'agente au cours de la période d'immersion.

## **ARTICLE QUATRE – CONDITIONS D'EMPLOI**

Pendant la PPR, l'agente est en activité dans son corps d'origine et perçoit le traitement correspondant, versé par le ministère de l'Intérieur.

Pendant la période d'immersion, elle sera soumise aux règles d'organisation interne et aux conditions de travail applicables à l'administration d'accueil.

Sous réserve de mesures d'aménagement du temps de travail pour raison de santé, les horaires de présence dans l'administration d'accueil sont les suivants :

Cycle de 36h00 avec plages fixes (09h00 – 12h00 ; 14h00 – 17h00) et plages variables de 08h00 à 18h00.

Les éventuels frais engagés lors des différents déplacements durant la période d'immersion seront pris en charge comme suit :

- les frais liés aux missions de l'administration d'accueil incomberont à cette dernière (frais de mission) ;
- les frais de formation (dont les déplacements) afférents aux actions organisées par le ministère de l'Intérieur ou en interministériel (formations disponibles sur plateforme SAFIRE) incomberont à la Direction Interdépartementale de la Police Nationale de la Marne, service d'affectation de l'agente.

## ARTICLE CINQ – SUIVI DE LA CONVENTION

Le projet de PPR fera l'objet d'une évaluation réalisée par l'employeur d'origine (direction des ressources humaines du SGAMI), en lien avec la conseillère mobilité carrière, avec l'agente et le tuteur. Dans ce cadre, le contenu et la durée de la convention pourront être modifiés à tout moment, de façon à les adapter aux besoins de l'agente, par un avenant écrit et signé par l'ensemble des parties.

La durée de la période d'immersion peut également être écourtée si l'agente est reclassée dans un emploi proposé par l'administration.

Le stage d'immersion fera l'objet d'un bilan réalisé par le tuteur.

## ARTICLE SIX – RÉSILIATION

La présente convention pourra être dénoncée, par lettre recommandée avec accusé de réception :

- par l'employeur d'origine à son initiative, ainsi qu'à la demande de l'administration d'accueil, en cas de manquement caractérisé au respect des modalités du stage ;
- par l'agente, si elle souhaite y mettre fin ou si l'employeur d'origine ne respecte pas ses obligations.

La convention sera résiliée de plein droit à la date de réception de la lettre de dénonciation par la fonctionnaire et/ou par l'employeur d'origine.

## ARTICLE SEPT – RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables, le règlement des litiges survenant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention relève du tribunal administratif compétent dans le respect des délais de recours en vigueur.

Le recours peut être formé :

- par courrier postal adressé au Tribunal administratif compétent
- via l'application informatique Télérecours accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>

Le

L'employeur d'origine,  
Virginie MARTINEZ,  
Secrétaire générale adjointe du SGAMI Est,

L'administration d'accueil,  
Monsieur Jean-Pierre GIRAN,  
Président de la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée

L'agente,  
Stéphanie JOUSSAUD GRAVELLE,  
Brigadière-chef de classe normale

Convention établie en trois exemplaires originaux :

- SGAMI
- sous-préfecture de Montbéliard
- fonctionnaire

Copie :

- MI/service d'origine

